



Argentan le 9 juin 2015

Objet : Avenir des trains Intercités

Mesdames et Messieurs les élus de Normandie, des Pays de la Loire et du Centre

Nous avons analysé le rapport de la « commission Duron ». Complétant la « Loi Macron » et les directives du 4ème paquet ferroviaire européen, il prépare le démantèlement du service public ferroviaire français.

### **Pour la Normandie (...et Pays-de-la-Loire et Centre !):**

Sur la ligne **Paris Granville** suppression d'un aller et retour et suppression d'arrêts à Verneuil-sur-Avre, Briouze, Surdon et Folligny.

Pour la ligne **Paris-Évreux-Serquigny** transfert de la gestion de la ligne à la région.

Pour la ligne **Caen-Le Mans-Tours** transfert de la gestion aux trois régions concernées et mise en place d'une ligne autocar desservant la ligne complète en complément.

Un démantèlement organisé depuis de nombreuses années En effet, l'offre Intercités et TER n'est pas toujours adaptée à la demande des usagers en matière de régularité, fréquence, correspondances et en ce qui concerne le Fret ferroviaire nous assistons actuellement à son transfert vers la route.

À qui la faute ? A la SNCF devenue entreprise capitalistique et l'État qui n'ont pas assuré leur rôle de garant du Bien National. Ils ont ainsi laissé volontairement se dégrader le réseau en n'entretenant pas les voies, en ne remplaçant pas les matériels, en adoptant des plans de circulation inadaptés, en diminuant le personnel qualifié, en pratiquant une tarification en fonction de l'offre et la demande qui ne tient pas compte de la baisse des revenus des usagers. Rappelons que les prix ont augmenté en moyenne de 40% en 12 ans)

L'objectif du rapport est de nous mener vers des solutions ultralibérales qui s'appuient sur le désengagement de l'État, le transfert aux régions, le remplacement des trains par des cars, l'ouverture à la concurrence, la recherche à tout prix de la productivité au mépris des règles de sécurité, la tarification flexible, la maintenance des matériels par les constructeurs. Autant de fausses solutions destinées avant tout à dissuader les citoyens de prendre le train

Cette année aura lieu, à Paris, le sommet mondial sur le réchauffement climatique : une raison de plus pour responsabiliser les gouvernements qui devraient favoriser le développement ferroviaire plutôt que le transport routier.

La Commission Duron ne nous propose que des restrictions de circulations, des disparités accrues dans le traitement social de la Nation, des mises en danger sur les routes. Nos gouvernants, par omission volontaire, ne veulent pas parler du coût social exorbitant du transport routier ni du coût social réel de la route (2 point de PIB soit 40 milliards €).

Nous proposons :

- Maintien des lignes et des arrêts de gare mis en cause dans le rapport Duron
- Le rétablissement d'un Service Public Ferroviaire unifié, sous l'égide de la Nation
- Une couverture ferroviaire de tout le territoire français, sous la responsabilité d'un seul opérateur national, (train d'équilibre du territoire, train express régional, TGV, train de marchandises).
- Une plus grande accessibilité au train pour tous : des liaisons, des dessertes, des correspondances appropriées entre des réseaux ferroviaires dépendant d'un seul Service Public National
- Une tarification socialement accessible à tous les citoyens
- Une amélioration de la qualité des services en termes de confort, de régularité, de sécurité, de sûreté.
- Une meilleure cohérence dans les propositions diffusées par la SNCF via ses réseaux. Par exemple : Un voyageur de Caen qui souhaiterait se rendre à Marseille, devrait pouvoir le faire par la LGV du contournement de Paris via le Mans. Cette possibilité n'est pas proposée par la SNCF alors qu'elle est plus pratique pour l'utilisateur et qu'en plus elle permettrait de « rentabiliser » la ligne Caen-Le Mans – Tours.
- La construction de matériels ferroviaires : Rappelons que la plupart des voitures « Corail » et des locomotives ont atteint l'âge de leur remplacement source de créations d'emplois sur notre territoire.

Il y a urgence à arrêter le « train fou de la libéralisation » et que les élus prennent conscience de la nécessité d'une reconquête de notre service public ferroviaire qui est un des piliers de notre culture et une réponse aux enjeux climatiques, économiques et sociaux.

Sachant que vous êtes soucieux de la sauvegarde du Bien public, en particulier ferroviaire, nous comptons sur vous pour nous aider à faire entendre raison citoyenne à ceux qui seront amenés à prendre les décisions pour l'avenir des trains « intercités ».

Nous vous prions d'agréer, Mesdames et Messieurs les élus, nos salutations les plus respectueuses.

Pierre MENARD	Didier BERGAR	Daniel POSTAIRE	Samuel DEPOIX
CNR	Indecosa 14	Indecosa 61	CGT cheminots 72
Pierre ROCHER	Michel LEFORT	Jacky TRAVERS	Patrice MOREAU
Indecosa 37	CGT cheminots 61	Indecosa 76	Indecosa National
Jorge ROIG	Arnaud FAUCON		
Indecosa 18	Secrétaire Indecosa National		

Pour nous contacter :

INDECOSA-CGT 45 Route d'UROU 61200 ARGENTAN